XVIII - VERS LA IIIème GUERRE MONDIALE ?

Les Russes sont particulièrement inquiets, non seulement à cause des préparatifs américaino-israéliens contre l'Iran, mais aussi du fait du bouclier anti-missiles en Pologne, en Slovaquie, que Obama après Bush veut installer prétextant les menaces iraniennes!

Faux prétexte, vu la distance entre l'Iran et l'Europe, mais tentative de neutraliser la Russie pour qu'elle laisse faire.

Les milieux proches de l'État major russe, annonçaient pour le 9 avril 2007, une opération américaine dite *Bite* - Morsure - sur les sites iraniens de production d'uranium enrichi.

Rien ne s'est passé, pourtant, outre le *Rapport Uglanov* dans l'hebdomadaire *Argumenty nedeli* (1), le général Leonid Ivachov, conseiller de Vladimir Poutine, confirmait dans *RIA-Novosti* :

"Je n'ai aucun doute qu'une opération violente sera menée contre l'Iran".

"Le fait que la Chambre des Représentants aux États-Unis ait omis un texte qui contraignait Bush à se présenter devant le Congrès avant toute attaque contre l'Iran, est capital", estimait-il.

⁽¹⁾ Rivarol, 6.4.07.

Et Ivachov, vice-président de l'Académie des Sciences de Géopolitique, souligne que cette suppression a été faite sous la pression du lobby israélien de l'American-Israël Political Action Committee (AIPAC,) structure dépendant du B'naï B'rith.

Ainsi, comme lors de la IIème guerre mondiale, nous risquons d'être engagés pour des intérêts non seulement juifs mais aussi pétroliers, qui ne sont pas les nôtres.

On sait que depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, son clan, appelé, à tors, "néo conservateur", car constitué d'anciens trotskistes, juifs sionistes, vise à la déstabilisation et à l'occupation du Moyen-Orient, pour les deux raisons que nous avons vues :

- Préservation d'Israël et de son projet de Grand Israël,
- Mainmise sur les réserves de pétrole, pour tenir en laisse tous ceux qui ne disposent pas de ressources pétrolières.

À ces deux raisons s'ajoutait une troisième, lourde de conséquences pour la puissance financière cosmopolite :

Le projet de l'Iran révélé par l'étude Krassimir Petrov, citée par le Wayne Madsen Report du 9 février 2006, "d'ouvrir en mars 2006 une "bourse iranienne du pétrole basée sur l' euro".

Si cela ne s'est pas encore vérifié, c'est que sans doute les Iraniens l'agitent comme une "épée de Damoclès" pour bloquer toute intervention américano-israélienne.

Ce n'en est pas moins une véritable "bombe atomique" potentielle sur la haute finance cosmopolite de Wall Street.

Cela permettrait à n'importe quel pays de s'approvisionner ou de vendre du pétrole en euros, en court-circuitant le dollar.

Cela aiderait les Russes à contrer les Américains qui empiètent sur leur sphère d'influence, de même que les Chinois, les Japonais et les pays d'Amérique Latine où souffle un vent de révolte contre la mainmise économique de l'oncle Sam. Ce serait un coup encore plus rude que la parade qu'avait trouvée l'économie du IIIème Reich pour neutraliser le blocus économique imposé par la finance juive.

L'une des causes de la IIème guerre mondiale comme il ressortait du *Daily Express* qui, rappelons-le, titrait le 24 mars 1933, en première page :

"Judea declares war on Germany (Le monde juif déclare la guerre à l'Allemagne).

"Boycott of German goods". (Boycott du commerce allemand). Cf. Annexes, p. 41.

De même, l'étude de Michel Chossudovsky du 3.1.06 (www. Global research.ca) révèle que :

"La préparation d'une véritable guerre contre l'Iran au cours de laquelle il serait fait usage d'ogives nucléaires est entrée dans sa phase finale".

"De leur côté, les forces armées iraniennes se sont livrées, en décembre (2006), à d'importantes manœuvres dans le golfe Persique en prévision d'une attaque soutenue par les États-Unis".

"Depuis le printemps 2005, on assiste à une intense navette diplomatique entre Washington, Tel-Aviv, Ankara et le quartier général de l'OTAN, à Bruxelles".

"Ariel Sharon (toujours en coma prolongé!), a donné à l'armée israélienne le feu vert pour commencer les attaques fin mars".

Toujours selon Michel Chossudovsky:

"Au sein de l'Union européenne, aucune personnalité politique ne s' y est opposée" et "un protocole entre l' OTAN et Israël a été signé".

Affabulations que tout cela, nous ne le pensons pas, car Michel Chossudovsky, n'est pas le premier venu.

⁽²⁾ Les actuels pourparlers stratégiques à Jérusalem entre Américains et Israéliens le confirment, cf. La Politique N° 105, mars 2010

Professeur d'économie à l'université d'Ottawa, il est l'auteur du livre à succès international *The globalisation of Poverty*, publié en onze langues et son dernier ouvrage, *America's War on Terro-rism*, de 2005, met en garde contre les visées hégémoniques américaines et sionistes.

Il est aussi directeur du Center for Research on Globalisation.

De même, le magazine allemand *Der Spiegel*, 24.12.05, faisait état de fuites émanant des services de renseignements allemands concernant des informations provenant de Turquie.

Suite à la visite de Vladimir Poutine à Samsun en Turquie, le 17 novembre 2005, à l'occasion de l'inauguration du gazoduc sous marin russo-turc à laquelle assistait le premier ministre italien Silvio Berlusconi, le premier ministre turc Recep Erdogan aurait promis à Poutine que "la Turquie n'autoriserait pas les États-Unis à utiliser ses bases en cas d'attaque militaire contre l'Iran".

C'est ce qui explique que le directeur de la CIA, Poter Goss; celui du FBI, Robert Mueller et la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, se soient précipités en Turquie.

Ils ont tenté d'influencer Ankara, Robert Mueller en prétextant "le soutien iranien au PKK kurde à la guérilla kurde en Turquie", ce qui est faux pour deux raisons :

- Les "arguments" américains et israéliens depuis les bobards des "armes de destructions massives" de Saddam Hussein, ne sont plus crédibles, sans compter la saga du 11 septembre...
- Surtout, tout le monde connaît l'appui américain et israélien aux Kurdes, en Irak notamment à l'époque, pour déstabiliser Saddam Hussein!

Aussi, ce n'est pas la crise actuelle qui oppose la Turquie aux rebelles kurdes appuyés et protégés par Bush et Israël, qui fera changer d'avis Ankara. Même si une partie des généraux turcs, héritiers de la révolution *Jeunes turcs, "marranes"*, de Kémal Attaturk, appuient la politique israélienne.

Les récentes arrestations de généraux turcs accusés de complot, confirment les tensions entre la faction *«marranes»* et le gouvernement islamique de Recip Erdogan, cf. *La Politique* N° 105.

C'est sans doute cela, avec la crise pakistanaise entre le président Perwez Moucharaf démissionaire et le clan Bhutto, imposé par les États-Unis, qui paralyse Américains et Israéliens et la disparition de Bennazir Bhutto, dès son retour d'exil pour cause de corruption, n'y change rien.

Jusqu'ici allié des Américains contre les Talibans en Afghanistan, les Pakistanais pourraient bien revoir leurs positions, ce qui, pour les Américains, serait dangereux car le Pakistan ayant l'arme atomique, pourrait en faire bénéficier l'Iran.

Telle est la complexité et la dangerosité de la situation.

Dans ce contexte on relevait l'esquive de George W. Bush, répondant à Patrice Poivre d'Arvor qui l'interrogeait à l'occasion du voyage de Nicolas Sarkozy, aux États-Unis.

À sa question retransmise au *Journal de 20 heures* de TF I, le 7 novembre 2007 :

"Monsieur le Président des bruits courent que votre vice président Dick Cheney a un plan pour attaquer l'Iran".

"Qu'en est il" ?!

Grimace de Bush, qui répondait hypocritement : "Vous êtes curieusement informé, d'où tenez-vous cela"?

"Je n'ai rien entendu moi-même"...

On sent ainsi les Américains coincés entre leur désir d'en finir avec l'Iran et la Syrie et des évènements qu'ils ne prévoyaient pas, le coma de Sharon, ceux de Turquie et du Pakistan.

Sans compter ceux de Géorgie...

En effet, la déstabilisation de leur allié Saakachvili par la rue pour ses malversations et ses problèmes avec les républiques séparatistes d'Abkasie et d'Ossétie soutenues par Moscou, paralyse le clan américano-sioniste.

Ce qui est certain, c'est que le Wayne Madsen Report, du 2 janvier 2006, notait déjà :

"Le monde du renseignement est en effervescence du fait du nombre de signes selon lesquels l'administration Bush achève de préparer une attaque contre les installations nucléaires et militaires iraniennes".

Soit conventionnelle, soit tactique avec des armes nucléaires à l'aide de "bombinettes", les "mini Nukes", le quart de la puissance des bombes sur Hiroshima et Nagasaki...!

Ces informations, quoi qu'en ait dit George W. Bush à Poivre d'Arvor, sont confirmées par l'intensification de la préparation militaire dans plusieurs bases américaines, dont Fort Rucker siège du Centre national d'entraînement aérien de l'armée américaine.

De même, à Hurlburt Field en Floride siège du Haut Commandement des Opérations spéciales de l'US Air Force, réunit la Marine, l'Armée de l'Air et le corps des Marines.

Selon des sources du "renseignement" européen, les États-Unis auraient averti leurs alliés de l'OTAN "qu'ils devaient s'attendre à des frappes visant les sites nucléaires et militaires iraniens".

Le choix des cibles serait aussi un élément d'extension du conflit.

Parmi elles, figurent la centrale nucléaire de Bushehr où travaillent des centaines de techniciens russes et d'autres nationalités; la mine d'uranium dans le Saghand près de Yazd; le site d'enrichissement d'uranium de Natanz, etc...

Soit tous les sites iraniens sensibles du point de vue nucléaire ainsi que les sites de lancement de missiles.

De quoi constituer un joli nuage radioactif!

Ce qui donne encore plus de crédibilité à ces fuites, c'est que, suite aux avertissements lancés par les Chinois, "la Birmanie aurait pris soudainement la décision de déplacer sa capitale Rangoon, à Pyinmana, à 200 miles plus au nord dans une région moins exposée aux retombées résultant d'une attaque nucléaire des installations nucléaires iraniennes".

Décision qui découlerait de "la crainte de voir se former un nuage radioactif de type Tchernobyl, susceptible de se retrouver pris dans les masses d'air de l'Océan Indien lorsque souffle la mousson".

En effet, la capitale Rangoon, à basse altitude, se trouve sur le trajet des pluies de mousson qui pourrait toucher toutes les villes côtières de l'Océan Indien, potentiellement plus exposées que celles situées en altitude par l'effet intensificateur de l'humidité côtière.

C'est la raison pour laquelle "des centaines de fonctionnaires ont reçu l'ordre avec seulement deux jours de préavis, de plier bagages et de quitter Rangoon pour Pyinmana".

Les inquiétudes birmanes sont partagées par tous les pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est ainsi que par les pays de la péninsule arabique où les compagnies pétrolières occidentales craignent les conséquences d'une telle attaque.

L'attitude birmane associée à sa dénonciation du rôle nocif de la finance cosmopolite, explique les raisons sous-jacentes à la campagne médiatique contre la junte birmane sous prétexte de sa répression des manifestations de bonzes.

Dans la lutte d'influence féroce que se livrent la Russie et les États-Unis, ce n'est sans doute pas un hasard si la Russie a décidé de serrer la vis à l'Ukraine et à la Géorgie, devenues satellites des États-Unis, en alignant le prix du gaz sur celui du marché, au lieu des tarifs de faveur dont jouissaient ces pays jusqu'ici. Il s'agit là aussi, d'une mise en garde aux pays européens qui appuieraient une attaque contre l'Iran, qu'ils risqueraient de se voir couper leur approvisionnement.

L'administration Bush avait tout de suite compris le danger et avait accusé la Russie "d'utiliser ses ressources en gaz comme arme politique"!

Ce qui ne manque pas de sel de la part d'un pays qui ne cesse de s'ingérer dans les affaires des autres, au nom de la "croisade des démocraties" et du "droit d'ingérence", dont les cosmopolites Bernard Kouchner, et Nicolas Sarkozy, sont aussi les apôtres!

Il faut noter encore, les exercices militaires conjoints entre la Russie, la Chine et l'Inde, sous l'égide de l'*Organisation de coopération de Shanghai* (SCO).

Elle a pour but de contrer "les velléités expansionnistes des États-Unis en Asie y compris une attaque de l'Iran, qui pourrait devenir membre de la SCO" et pied de nez aux Américains et à Israël, Vladimir Poutine a invitait le Hammas à Moscou!

Le 6 septembre 2007, on apprenait que l'aviation israélienne avait violé l'espace aérien syrien et bombardé un site militaire syrien, sans que le monde politico-médiatique s'en émeuve.

Quelle raison à cette aggression, sinon provoquer les Syriens et tâter les capacités de réactions syriennes et iraniennes.

Cette guerre aura-t-elle lieu?

Il faut espérer que non, car elle entraînerait des réactions en chaîne.

Le scénario, mis en place par l'administration Bush et les Israéliens, du temps de Sharon, ne s'est toujours pas produit depuis les premières fuites connues sur la préparation de la guerre.

Cependant les informations que nous avons citées dans la Politique N° 105, mars 2010, confirment la poursuite des pourparlers sratégiques américano-israéliens, actuels. Plusieurs éléments semblent avoir retardé la décision :

- la maladie Ariel Sharon,
- l'échec israélien cuisant au Liban à l'été 2006,
- la crise turco-kurde qui risque de priver les Américains des bases turques, sans compter les inconnues au Pakistan, allié des Américains.
- La guerre en Géorgie, imprudemment poussée par Bush pour tester la capacité de réaction russe et la débâcle géorgienne.

En outre, les intentions sionistes suscitent de plus en plus de tensions et de réticences dans l'armée américaine.

Il demeure cependant un point majeur qui risque de pousser à la guerre, le fait que les États-Unis se rendent compte qu'ils perdent de plus en plus la main dans le monde avec :

- La montée en puissance de la Russie renouant avec sa fierté impériale et nationaliste.
- La Chine et l'Inde qui s'imposent comme puissances économiques et militaires.
 - L'Amérique latine où les États-Unis sont honnis.

Tels sont les facteurs qui risquent de pousser le clan sioniste à déclarer la guerre dans l'espoir d'enrayer leur déclin qui marquerait la fin du système politico-financier maçonnique et cosmopolite dont les États-Unis sont le bras armé et le centre névralgique.

Même sur sa fin, l'administration Bush continuait sa préparation psychologique de l'opinion, reprenant, sans grande imagination, les mêmes thèmes que contre l'Irak de Saddam Hussein.

À l'occasion du Congrès de l'American Legion, le 28 août 2007, George W. Bush affirmait :

"L'Iran (...) est dans le monde le chef de file des États qui promeuvent le terrorisme (...), finance des groupes terroristes comme le Hammas et le Palestinian Islamic Jihad qui tuent des innocents et visent Israël, envoie des armes aux Talibans". "Le développement rapide par l'Iran d'une technologie qui pourrait lui permettre d'avoir des armes nucléaires risque de mettre une région, déjà connue pour son instabilité et sa violence, sous la menace d'un holocauste nucléaire "

"(...) Nous ferons face à ce danger avant qu'il ne soit trop tard ".

L'arrivée d'Obama, n'a rien changé.

L'attaque contre l'Iran est toujours programmée et Bush avant son départ en janvier 2009, avait dévoilé qu'il y avait déjà des actions de guerre contre l'Iran :

"J'ai autorisé nos chefs militaires en Irak à faire face aux activités meurtrières de Téhéran".

"Nous avons engagé des opérations contre les agents iraniens fournissant des munitions meurtrières aux groupes extrémistes" (3).

Cela expliquerait-il l'étrange disparition d'Ali Reza Asghari, général iranien supposé "agent de liaison avec le Hezbollah ou détenteur d'informations sur le nucléaire iranien" ? (4).

Aussi il n'est pas étonnant que les Iraniens en accusent les services secrets américains et israéliens, d'autant qu'Israël met la pression en exigeant le renvoi du chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Égyptien Mohammed El Baradei, accusé de faire le jeu de l'Iran.

Il avait répondu froidement aux pressions sionistes (5) : "Avons-nous vu en Iran les éléments nucléaires qui peuvent être rapidement transformés en arme" ?

"Non"!

⁽³⁾ Cité par A. de Lassus. Action Familiale et Scolaire, Nº 193, octobre 2007.

⁽⁴⁾ Le Figaro, 7.3.07.

⁽⁵⁾ Le Figaro, 9.11.07.

"Avons-nous vu un programme actif de militarisation du nucléaire" ?

"Non "!

Ainsi, El Baradei se trouve dans la même situation que ses prédécesseurs, Hans Blick, Scott Ritter ou encore David Kelly, pressés par les administrations Bush et Blair de trouver des "armes de destruction massives" en Irak pour justifier l'invasion.

Aussi on comprend que le refus d'El Baradei, exaspère le clan sioniste et souhaitons qu'il ne lui arrive pas la même chose qu'au britannique David Kelly, qui refusait de couvrir de son autorité les faux "forgés" par l'équipe Bush-Blair sur les pseudo armes de destruction massive irakiennes.

Son décès dans d'étranges circonstances le 18 juillet 2003 avait vite été catalogué "suicide", version immédiatement rejetée par sa femme et ses collègues.

Nouvelle preuve de la volonté de faire la guerre à l'Iran, cette information selon laquelle George W. Bush avait demandé au Congrès un effort supplémentaire de 42,3 milliard de \$.

Motif, selon John Pike (6):

"La nécessité de développer une bombe anti-bunker et la modification des bombardiers furtifs B-2 pour qu'ils soient capables de la larguer sur les sites iraniens d'enrichissement d'uranium de Natanz, maintenant profondément enterrés".

Ainsi, nulle illusion à se faire, les sionistes veulent la guerre et Obama est soumis aux mêmes pressions que son prédécesseur.

À moins que des évènements extérieurs ne la bloquent à nouveau, mais alors Israël en prendra-t-il l'initiative, assuré de la complicité occidentale ?!

⁽⁶⁾ GlobalSecurity.org

Des évènements récents gênent les plans sionistes tels :

1° L'essai, Le Lobby israélien et la politique étrangère des États-Unis de Stephen Walt, directeur des études à la Kennedy School de l'Université d'Harvard et John Mearsheimer, professeur des sciences politiques à l'Université de Chicago.

Ces deux auteurs qui appartiennent à ce que l'on appelle l'École "réaliste" aux États-Unis, considèrent que :

"Les États-Unis confondent trop souvent leur intérêt national avec celui de l'état juif au risque de compromettre leur sécurité".

Ils incriminent clairement le "lobby pro-israélien", composé d'individus et d'organisations qui "travaillent activement en vue d'influencer la diplomatie américaine" (7).

Or, preuve d'une prise de conscience anti-sionistes aux États-Unis, ce texte de 83 pages mis en ligne sur le site de Harvard, n'allait pas être retiré en dépit des protestations véhémentes des associations juives.

Mieux encore ces auteurs constataient :

"Si les États-Unis ont un problème de terrorisme, c'est en bonne partie parce qu'ils sont alliés à Israël, non pas l'inverse".

- 2° La déclaration conjointe en décembre 2007, de certains services secrets américains affirmant, à la grande fureur du clan sioniste, que "l'Iran a interrompu son programme nucléaire militaire".
- 3° La décision, début décembre 2007 aussi, de Vladimir Poutine d'envoyer une importante escadre avec porte-avions en Méditerranée orientale ainsi que dans l'Atlantique.

Ce qui ressemblait fort à une mise en garde!

⁽⁷⁾ Le Monde, 24.3.06.